UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE ARDENNE Session 2017

CONCOURS ITRF EXTERNE D'ACCES AU CORPS DES ASSISTANTS INGENIEURS

Bap F – Assistant.e de projets culturels externe

Epreuve d'admissibilité

Durée : 3 heures – Coefficient 4
Date de l'épreuve : Lundi 22 mai 2017 de 9h30 à 12h30

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance

Le sujet comporte 10 pages

Concours externe 2017 d'assistant ingénieur – Assistant-e de projets culturels

À l'occasion du cinquantième anniversaire de Mai 68, l'université de Monterlier[1] a prévu d'organiser durant l'année 2017-2018 une série d'événements scientifiques et culturels (colloque, théâtre, cinéma, concert, conférence…).

Dans ce cadre, votre hiérarchie vous charge d'organiser une exposition à partir d'un fonds documentaire (photos, affiches, articles de presses, archives sonores et filmiques) en lien avec Mai 68, qui appartient à l'université. Cette exposition est programmée entre mars et mai 2018.

Élaborez une note dans laquelle vous décrirez et argumenterez le projet de cette exposition (pour laquelle vous proposerez un titre) ainsi que la procédure à mettre en place pour son organisation.

Destinée au Conseil d'administration, cette note présentera notamment :

- les sources de financement envisagées ;
- les interlocuteurs internes et externes à solliciter ;
- les modalités de promotion de l'événement en fonction des publics ciblés (sous forme de liste) ;
- les modalités d'accueil des publics et les précautions à prendre, dans un contexte de sécurité renforcée ;
- le rétro-planning de l'organisation (ébauche, sous forme d'un tableau).

Vous proposerez également, à destination du public de votre choix, le projet d'un « temps fort » de l'exposition centré sur les anciens membres de la communauté universitaire qui ont vécu la période de Mai 68 (laissez libre cours à votre imagination).

Cette note doit être rédigée.

Annexes fournies :

- A : Mai 1968 : déroulement des événements
- B : Mai 68 à travers les photos, les affiches et la presse
- C : Organigramme de l'université de Monterlier
- D : L'université de Monterlier en chiffres
- E : Monterlier et sa région

[1] Ville et université fictives.

Annexe A
Mai 1968 : déroulement des événements

Le vendredi 3 mai, la cour de la Sorbonne est occupée par 400 manifestants qui tiennent un rassemblement sans heurt particulier. Devant le risque d'une attaque des étudiants d'extrême droite (Occident, mouvement violent d'inspiration fasciste, annonce une marche sur l'établissement dans le but avoué d'une confrontation brutale), le recteur de l'académie de Paris, président du conseil de l'université, requiert les forces de police pour « rétablir l'ordre en expulsant les perturbateurs ». La Sorbonne est évacuée par une intervention musclée. Dans la soirée, des centaines d'étudiants affrontent violemment les forces de l'ordre. Selon un rapport de police : « *Ils appliquent une technique de harcèlement ponctuée de heurts sévères mais de courte durée. À 20h25, trois commissaires […] conjuguant les efforts de leurs effectifs, dégagent les abords du Luxembourg au prix d'actions vigoureuses et en s'aidant de grenades lacrymogènes. Des ébauches de barricades sont successivement abandonnées par des manifestants agressifs qui, pour dégager certains des leurs, se ruent en bandes sur nos effectifs* ». 574 personnes sont arrêtées, dont Jacques Sauvageot, le dirigeant de l'UNEF, principal syndicat étudiant, mais aussi Daniel Cohn-Bendit, Henri Weber, Brice Lalonde, José Rossi, Alain Krivine, Guy Hocquenghem, Bernard Guetta et Hervé Chabalier.
Cette intervention des forces de l'ordre à la Sorbonne, à la demande du recteur Jean Roche, sans préavis ni négociations, est très mal vécue par les étudiants qui se pensaient protégés par le statut universitaire. Dès le 4 mai, le doyen de Nanterre, Pierre Grappin, ainsi que le doyen Marc Zamansky et l'ancien recteur Jean Capelle critiquent cette violation du sanctuaire universitaire.

Le 6 mai, huit étudiants de Nanterre, dont Daniel Cohn-Bendit et René Riesel, sont convoqués par le rectorat en commission disciplinaire ; les professeurs de Nanterre Henri Lefebvre, Guy Michaud, Alain Touraine et Paul Ricœur les accompagnent alors en soutien. Les étudiants réagissent aussitôt par des manifestations violentes contre les forces de l'ordre : jets de pavés, puis barricades. Ces manifestations reprennent ensuite à l'annonce de peines de prison pour les manifestants, pendant lesquelles commencent à fleurir les slogans libertaires. Bilan : plus de 300 policiers blessés et 422 arrestations.
Le président du SNEsup (syndicat des enseignants du supérieur), Alain Geismar, décide de soutenir les manifestants. Les membres du Parti communiste et de certaines organisations d'extrême gauche (maoïstes de l'UJC(ml), derrière Robert Linhart, AJS) sont d'abord pris de court : pour eux, la révolution est censée venir des ouvriers, et non des étudiants ; de plus, les revendications du mouvement du 22-Mars leur paraissent « puériles », « petit-bourgeoises » et surtout « gauchistes ». Après un moment de flottement, ils essayent toutefois de gagner les ouvriers à cette « révolte ». La CGT, pour sa part, ne les suit pas et son secrétaire général de l'époque, Georges Séguy, s'en explique plus tard devant les médias : « *Cohn-Bendit qui est-ce ? Sans doute faites-vous allusion à ce mouvement lancé à grand renfort de publicité qui, à nos yeux, n'a pas d'autre objectif que d'entraîner la classe ouvrière dans des aventures en s'appuyant sur le mouvement des étudiants* ». Mais la base de ces organisations traditionnelles de gauche dépasse leurs responsables.

Le 7 mai, Jean Schalit, ex-dirigeant de l'Union des étudiants communistes (UEC) qui avait rénové son organe de presse, *Clarté*, fonde le journal *Action*, auquel participent Reiser, Siné, Wolinski, ainsi que Guy Hocquenghem, André Glucksmann, Bernard Kouchner, Jean-Paul Dollé, Jean-Marcel Bouguereau.

D'hebdomadaire, celui-ci devient rapidement quotidien, tirant jusqu'à cent mille exemplaires qui sont vendus dans la rue.

Vendredi 10 mai. Après une manifestation qui a rassemblé en fin d'après-midi 12 000 personnes (selon la police), dans la nuit du 10 au 11 mai, des étudiants et des lycéens occupent le Quartier latin et dressent plusieurs dizaines de barricades qui sont finalement prises d'assaut, à partir de deux heures du matin, par 6 255 policiers.
Au petit matin, le spectacle est saisissant : 125 voitures détériorées, 63 incendiées, des rues dévastées et dépavées, comme après une scène de guerre, 247 policiers blessés, sans compter les manifestants « *dont le nombre est impossible à déterminer, la plupart ne s'étant pas fait connaître* ». Au total, 469 personnes sont interpellées. Parmi elles, selon les sources policières, on trouve Évelyne Pisier, Patrick Topaloff et Michel Vauzelle.
Alain Krivine ou Hervé Chabalier, de la JCR, Daniel Cohn-Bendit du Mouvement du 22-Mars, de nombreux « vieux » de l'Union des étudiants communistes (UEC) (Alain Forner, André Sénik, Michel Butel, Serge July, Prisca Bachelet, Jean-Louis Péninou) ou de l'UNEF, René Riesel, Guy Debord de l'Internationale situationniste, etc., sont présents lors de ce soulèvement spontané.
Face à la répression policière, la population (y compris les professeurs) a tendance, depuis les premiers jours, à éprouver majoritairement une certaine sympathie pour les étudiants. À l'aube, syndicats et partis appellent à une démonstration de solidarité pour le surlendemain. Le Centre catholique des intellectuels français (CCIF), dirigé par René Rémond qui, en voyage en Italie, délègue ses pouvoirs à Jean-Marie Mayeur, s'abstient prudemment de toute déclaration concernant l'agitation étudiante, ne condamnant ni ne soutenant le mouvement ; le professeur d'histoire Pierre Riché compare celui-ci aux contestations étudiantes du XIIIe siècle. Les professeurs sont en effet divisés : à Nanterre, Pierre Goubert, Claude Willard, François Billacois, Denise Grodzynski, Anne Zink, Simone Roux et Jean-Claude Hervé sont plutôt favorables aux revendications étudiantes, sinon à leur forme ; François Crouzet, Frédéric Mauro, Jacques Heers, André Chastagnol ou François Caron s'y opposent.

Le 11 mai, de retour d'Afghanistan, le Premier ministre Georges Pompidou cède aux revendications du SNESup et de l'UNEF et ordonne la réouverture des universités.

Le lundi 13 mai, une immense manifestation composée de lycéens, d'étudiants et de grévistes ouvriers et employés venus de toute la France traverse Paris. Au milieu de l'après-midi toutes les artères principales situées dans un polygone Gare de l'Est, Gare du Nord, Bonne Nouvelle, Châtelet, Bastille, République sont pleines. Le syndicat CFDT parle d'un million de manifestants. Les estimations les plus sérieuses (surface occupée par la foule des manifestants) font état de 500 000 personnes. La préfecture de police n'en concède même pas deux cent mille.

Les syndicats, avec en tête la CGT, espèrent, avec cette manifestation symbolique, empêcher que les troubles dans le milieu universitaire ne contaminent les ouvriers ; ils voient d'un mauvais œil la montée en puissance de ce mouvement spontané et incontrôlable par eux, qui n'obéit pas aux slogans habituels. Finalement, l'enterrement espéré par les syndicats débouche sur une crise qui devient politique et sociale, à la suite de la politisation de la Sorbonne, rouverte sur ordre de Pompidou, qui se transforme en université populaire et devient, de façon éphémère, le foyer central de la contestation, mais surtout à partir du débrayage général qui commence le 14 mai à l'usine Sud-Aviation à Bouguenais puis s'étend petit à petit

à tout le pays. L'appel également lancé de la Sorbonne le 16 mai, pour l'occupation immédiate de toutes les usines en France et la formation des conseils ouvriers, suscite la crainte des autorités (communiqué de 19 heures de Pompidou).

Le chef de l'État, le général de Gaulle, en voyage officiel en Roumanie du 14 au 19 mai, n'accorde initialement pas beaucoup d'attention à ces manifestations. Il laisse son Premier ministre Georges Pompidou s'en occuper : on dit de lui plus tard que « *rares sont les hommes politiques, tel M. Pompidou, pour encaisser à ce point pendant les insultes* ». Celui-ci a interrompu le 12 un autre voyage officiel en Afghanistan pour faire face à la situation. Il exige que les forces de police quittent la Sorbonne, afin de calmer la situation. On croit alors qu'il tergiverse et cède mais en réalité ce geste est tactique : il espère que les excès des étudiants déconsidéreront leur mouvement au regard de l'opinion. Sceptique face à cette ligne de modération tactique, de Gaulle reste pour l'heure à l'écart, en se réservant la possibilité d'intervenir si besoin.

Les situationnistes se retirent de la Sorbonne le 17 mai après avoir constaté l'impossibilité de faire respecter la démocratie directe qu'ils avaient tenté d'instaurer par le comité d'occupation élu et s'en vont créer le Conseil pour le maintien des occupations, rue d'Ulm, en vue de susciter l'auto-organisation du prolétariat ouvrier dans les usines. Les différents léninistes (JCR notamment) présents s'emparent alors du pouvoir de la Sorbonne qu'ils ne lâchent plus jusqu'à son évacuation au mois de juin, après la défaite de la grève.

La grève générale. Sans mot d'ordre aucun, et à la surprise des responsables de chaque camp, la grève générale symbolique prévue pour le 13 mai ne s'arrête pas à ce jour-là. Au contraire, le mouvement s'étend rapidement dans les jours qui suivent : c'est la première grève générale sauvage de l'Histoire. C'est aussi la première fois qu'une grève générale paralyse un pays parvenu au stade de la société de consommation.

Des grèves avec occupations d'usine spontanées se multiplient. La première a lieu à l'usine Sud-Aviation Bouguenais (44) le 14 mai (2 682 salariés). Le 22 mai, ce sont dix millions de salariés qui ne travaillent pas (en grève ou empêchés de travailler). Les syndicats, débordés par le déclenchement de cette grève spontanée, reprennent petit à petit la tête du mouvement. L'acceptation par les « grévistes sauvages » de l'autorité de leurs syndicats de tutelle immobilise la grève dans une situation de *statu quo* qui perdure jusqu'au 30 mai. De la sorte, les portes des usines se referment devant les manifestations des étudiants venus défiler à Billancourt, au grand dam des « gauchistes » qui rêvent d'une union sacrée entre intellectuels et ouvriers. Mais les ouvriers eux-mêmes se méfient de ces étudiants qu'ils identifient à la classe montante de leurs dirigeants actuels. Cependant, les syndicats, par cette action, n'isolent pas seulement les ouvriers des influences « petites-bourgeoises » des étudiants mais aussi des autres travailleurs d'autres entreprises et empêchent, de la sorte, qu'ils se reconnaissent des intérêts communs dans cette lutte. Quoi qu'il en soit, leurs revendications du moment ne peuvent en aucun cas être alignées sur les revendications typiques des grèves classiques lancées par la CGT ou la CFDT. Certaines restent, certes, traditionnelles par certains côtés (augmentation des salaires, meilleures conditions de travail) mais d'autres sont nouvelles : il s'agit en effet de revendications qualitatives (autonomie, responsabilité du salarié, forme de cogestion des entreprises, etc.).

Extrait de la notice Wikipedia sur Mai 68, en date du 12 mai 2017.

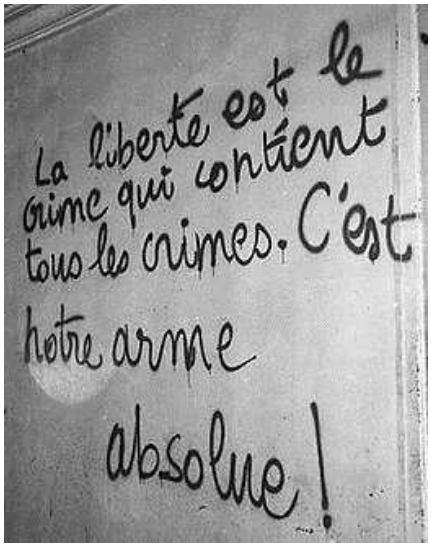
Annexe B
Mai 68 à travers les photos, les affiches et la presse

Manifestation d'étudiants à Mexico City, le 13 septembre 1968

UNE JEUNESSE QUE L'AVENIR
inquiète TROP SOUVENT

NOUS SOMMES TOUS
"INDÉSIRABLES"

je participe
tu participes
il participe
nous participons
vous participez
ils profitent


La liberté est le
crime qui contient
tous les crimes. C'est
notre arme
absolue !

PRESSE
NE PAS
AVALER

DÉLIVREZ
LES LIVRES
BIBLIOTHEQUE
NATIONALE

PARIS JOUR

"DANY LE NOIR" NARGUE LA POLICE

LA «REVOLUTION CULTURELLE» S'INSTALLE A

L'U.N.E.F. décide de boycotter les

la faculté des sciences déclare son

Paris-presse l'intransigeant

LE DRAPEAU ROUGE

l'Humanité

LA C.G.T. AUX TRAVAILLEURS :

RENFORCEZ LA GRÈVE ET RESTEZ VIGILANTS

Négociations serrées entre syndicats et représentants du pouvoir et du patronat

La C.G.T. dès ce soir va rendre compte aux grévistes

France-Soir

VIENNE 23 partants

GRÈVE GÉNÉRALE LUNDI DECIDENT LA CGT ET LA CFDT

après les dramatiques émeutes de la nuit qui ont fait des centaines de blessés

LA GRÈVE SE GÉNÉRALISE

l'Humanité Dimanche

L'OCCUPATION DES LIEUX DE TRAVAIL S'ORGANISE

LA CGT : TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS, ENSEIGNANTS SONT SOLIDAIRES

Waldeck ROCHET : ■ Il faut satisfaire les revendications des travailleurs ◆ Il est temps de prévoir la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique

DE GAULLE A PRÉCIPITÉ SON RETOUR

REIMS PARALYSEE PAR LES GREVES

■ 17.000 personnes ont, selon les syndicats, cessé le travail

■ Secteurs les plus touchés depuis hier : la métallurgie, l'alimentation le champagne et les transports

ACTION n°1

REPRESSION: FAIRE FACE!

MERCI ET ADIEU MONSIEUR ROCHE

CHIENS DE GARDE

Pourquoi nous nous battons :

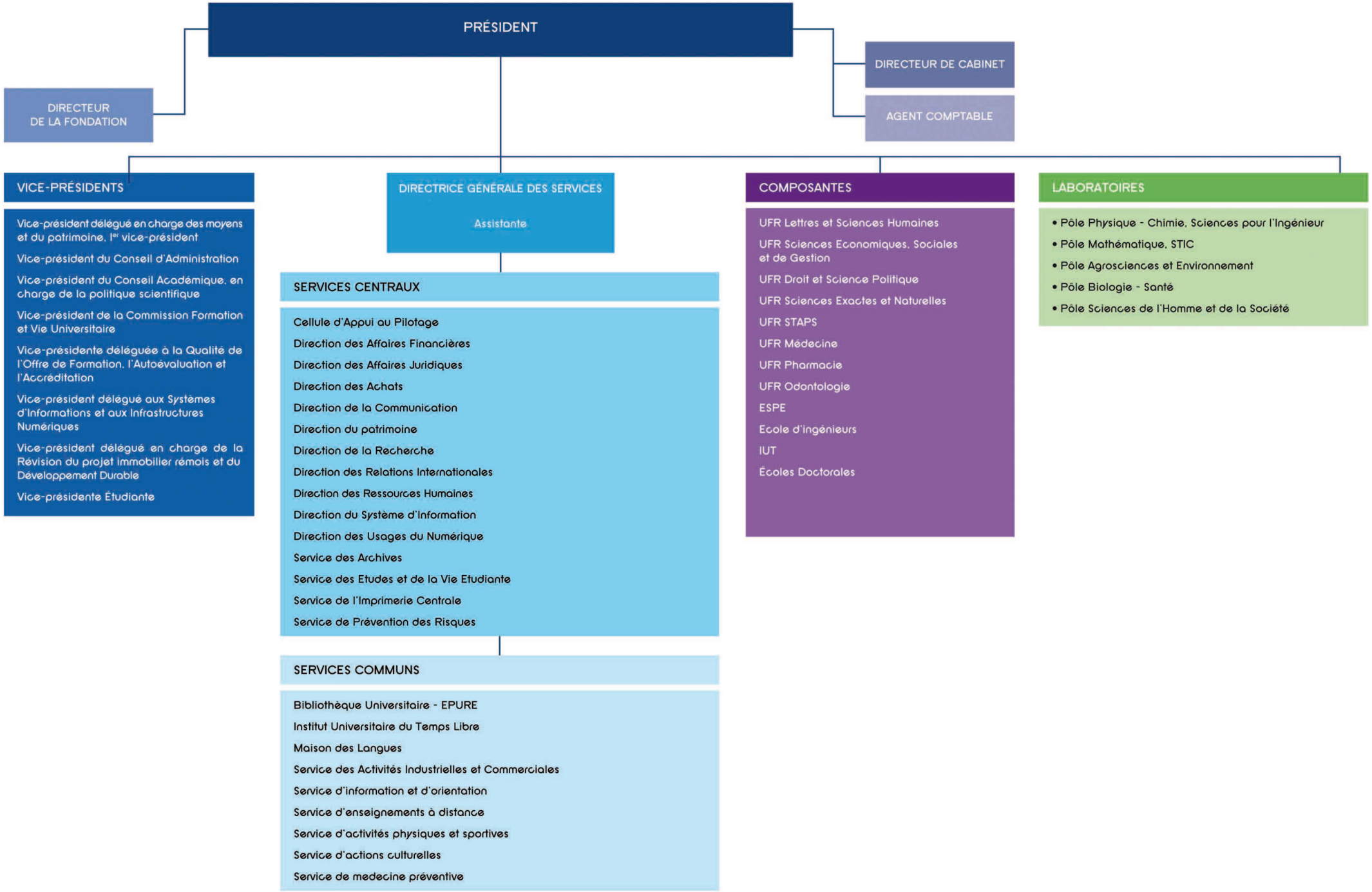
OUEST France

MURAT

EMEUTE AU QUARTIER LATIN

Des heurts d'une extrême violence ont opposé dix mille manifestants aux forces de l'ordre

Annexe C : Organigramme de l'université de Monterlier



Annexe D : L'université de Monterlier en chiffres

Les étudiants

24 012 étudiants

Dans 5 grands domaines

Arts, Lettres, Langues
Droit, Economie, Gestion
Sciences Humaines et Sociales
Sciences, Technologie, Santé
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives

Les diplômes

120 diplômes dont
38 Licences Professionnelles
19 mentions de Licence
24 mentions de Master et 73 spécialités
12 Doctorats
1 Capacité en Droit
15 DUT
3 Diplômes d'Ingénieur
3 Diplômes de Docteur en santé
1 Diplôme de Sage-femme
1 Diplôme d'Œnologue
1 Diplôme de Masseur-Kinésithérapeute
2 DAEU

La recherche

31 équipes de recherche labellisées
1 unité sous contrat ANSES
2 structures fédératives de recherche
1 fédération de recherche en Mathématiques (ARC) (labellisée CNRS)

Structurée en 5 pôles

Biologie, Santé,
Mathématiques, STIC
Agrosciences et Environnement
Physique - Chimie, Sciences de l'Ingénieur
Sciences de l'Homme et de la Société

2 Ecoles doctorales :
Sciences de l'Homme et de la Société
Sciences, Technologies, Santé

Patrimoine

6 sites dont 4 implantations régionales

Université pluridisciplinaire

1 300 personnels enseignants titulaires

dont 850 enseignants-chercheurs

Un millier de personnels BIATSS (bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens de services et de santé) titulaires

dont 300 contractuels

5e employeur de la région

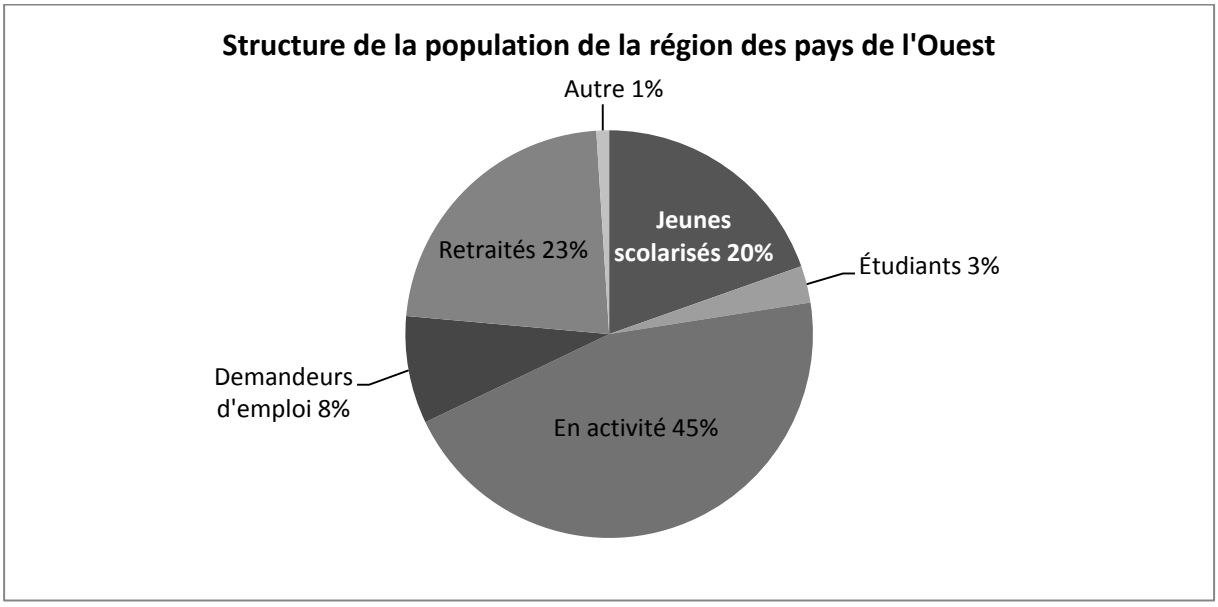
Annexe E : Monterlier et sa région

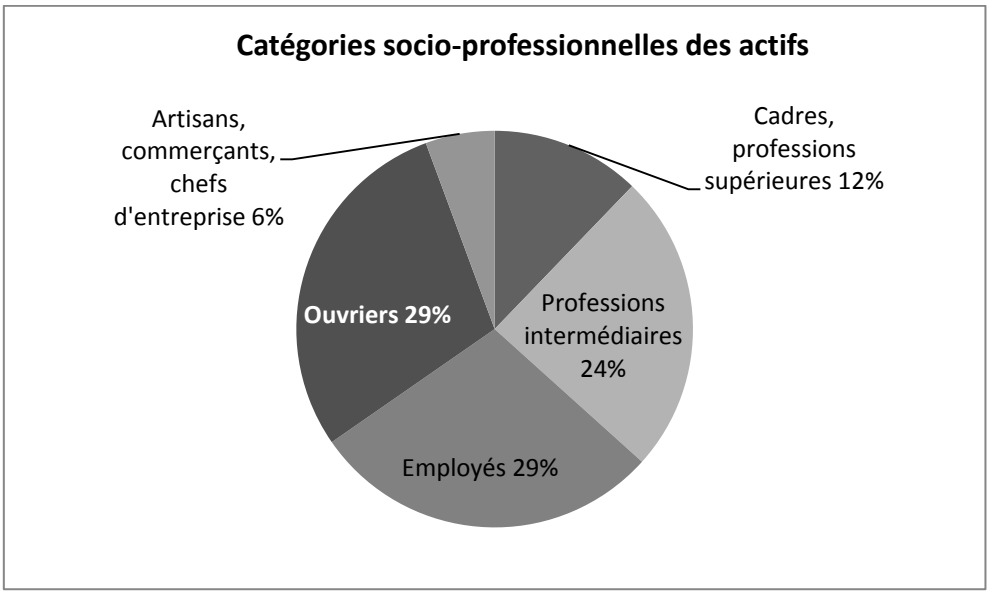
La ville de Monterlier (200 000 habitants) est la capitale de la région des Pays de l'Ouest*.

Elle compte 30 écoles élémentaires, 10 collèges, 5 lycées, une université (24 000 étudiants) et une École nationale supérieure d'arts.

Au plan économique, elle a hérité d'un riche passé industriel et développe aujourd'hui un pôle attractif d'activités tertiaires, financières et technologiques, avec entre autres l'hébergement de start-ups.

En termes de vie culturelle et associative, cette ville abrite notamment un théâtre (scène nationale), un opéra, un lieu alternatif de musiques actuelles (qui organise plusieurs festivals par an), trois musées, plusieurs cinémas ainsi que 80 associations culturelles et/ou citoyennes.





* Ville et région fictives.